



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

**DIRECTION  
DE LA COORDINATION  
INTERMINISTÉRIELLE**

**MISSION AGRICULTURE,  
ENVIRONNEMENT  
ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**



N° : 030560  
DATE : 03 AVR. 2003

**LE PREFET DE LA DORDOGNE**  
Officier de la Légion d'Honneur

- VU le code minier ;
- VU le code de l'environnement et notamment son livre V, titre 1<sup>er</sup> ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU ensemble la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 modifiant le code minier, les décrets n° 80-331 du 7 mai 1980 et 99-116 du 12 février 1999 relatifs à la police des mines et des carrières et portant règlement général des industries extractives ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de ladite loi ;
- VU le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 et notamment son article 18 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévues à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU la demande d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de grave sur le territoire de la commune de Ménesplet au lieu-dit « La Riviérande, Laser Sud, Aux Bouygues » présentée le 25 mars 2002, complétée le 6 mai 2002 par la S.A.R.L. Société d'Exploitation de Matériel de Location et de Transport (S.E.M.L.T.) domiciliée 1, Mathelin 33230 LAGORCE ;
- VU l'arrêté du 4 octobre 2002 de monsieur le préfet de la région prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ;

**VU** l'avis de l'inspecteur des installations classées en date du 3 février 2003 ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa réunion du **06 MARS 2003**

**VU** l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Aquitaine ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que les mesures imposées à l'exploitant notamment, la présence de clôtures, de panneaux et d'une bande non exploitable de 10 mètres en bordure du périmètre autorisé, la présence d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins sont de nature à assurer la prévention et la maîtrise des risques et des dangers ;

**CONSIDERANT** que la mise en place de merlons, la réalisation de mesures acoustiques permettront de limiter la propagation des bruits et de s'assurer du respect des obligations de l'exploitant afin de protéger l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et notamment la limitation de la profondeur et de la superficie en cours d'exploitation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-2 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La S.A.R.L. Société d'Exploitation de Matériel de Location et de Transport (S.E.M.L.T.), domiciliée 1, Mathelin 33230 LAGORCE, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de grave et une installation de criblage sur le territoire de la commune de Ménesplet aux lieux-dits « La Riviérande, Laser Sud, Aux Bouygues ».

Ces activités sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

| Désignation de l'activité                                  | Capacité   | N° de rubrique | Régime        |
|--|--|----------------|---------------|
| Exploitation de carrière                                   | Production moyenne :<br>70 000 t/an<br>Production maximale :<br>100 000 t/an | 2510.1         | Autorisation  |
| Station de broyage,<br>concassage, criblage de<br>minéraux | 40 kW  | 2515           | Non classable |

**Article 2 :**

Conformément au plan joint à la demande, lequel est annexé à l'original du présent arrêté, ainsi qu'un plan de phasage des travaux et un plan de remise en état du site, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées dans la section H sous les n° 163 (partie), 168 (partie), 169 (partie), 170 (partie), 171 (partie), 172 (partie), 173 (partie), 174 (partie), 175 (partie), 176 (partie), 177 (partie), 178 (partie), 190 à 202, 203 (partie), 204 (partie), 208 (partie), 209 (partie), 210 (partie), 211 à 217, 218 (partie), 219 (partie), 224, 225, 228 à 230, 252 (partie), 253 (partie), 254 (partie), 255, 258 (partie), 979 (partie), 990, 993 (partie), 1019 (partie), 1020 (partie).

La surface globale approximative s'élève à 3 ha.

Le tonnage total de matériaux à extraire est de 320 000 tonnes.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 100 000 tonnes, le tonnage moyen de 70 000 tonnes.

L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des tiers pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux d'extraction des matériaux doivent être arrêtés 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de fortage dont il est titulaire.

**Article 3 :**

L'autorisation délivrée vaut, pour une exploitation conforme aux documents et informations figurant dans la demande et dans l'étude d'impact, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions prescrites par le présent arrêté.

**Article 4 :**

Sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, l'exploitant doit se conformer :

- aux dispositions de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières rappelées et complétées par les dispositions du présent arrêté ;
- aux dispositions du code minier et des textes pris pour son application relatives à la sécurité et à l'hygiène du personnel, à la conservation de la carrière et à la bonne utilisation du gisement.

**AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES****Article 5 :**

**5.1.** L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Des panneaux A14 doivent être placés aux endroits appropriés.

**5.2.** Avant le début de l'exploitation, doivent être apposés sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux comportant, en caractères apparents, l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

**5.3.** Des bornes doivent être placées en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**5.4.** Lorsque qu'il existe un risque, un réseau de dérivation, empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, doit être mise en place en périphérie de cette zone.

**5.5.** Conformément à la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et au décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 pris pour son application, le préfet de région (DRAC, service régional de l'archéologie) ayant émis l'intention d'édicter des prescriptions d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions (article 13 du décret).

Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant transmettra au préfet de département et à l'inspecteur des installations classées une copie de l'attestation de fin d'intervention mentionnée à l'article 22 du décret susvisé.

En cas de découverte archéologique, préhistorique ou paléontologique fortuite, l'exploitant doit, conformément aux termes de la loi validée du 27 septembre 1941 portant règlement des fouilles archéologiques, de la loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive et de son décret d'application du 16 janvier 2002 avertir monsieur le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine – 54, rue Magendie 33074 Bordeaux Cedex (Tél. 05-57-95-02-33) – afin que toutes les mesures utiles à la sauvegarde et à l'étude des trouvailles puissent être prises.

**5.6.** Un système de nettoyage des roues des véhicules doit être mis en place avant leur accès sur la voie publique.

**5.7.** Un écran de végétaux doit être mis en place pour limiter l'impact visuel en tous points de la périphérie où cela s'avère nécessaire.

**Article 6 :**

L'exploitant doit indiquer au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, conformément aux dispositions du règlement général des industries extractives, le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux, le nom de l'organisme extérieur de prévention choisi ainsi que celui chargé des mesures d'empoussiérage.

**CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

**Article 7 :**

L'exploitation doit être conduite conformément au schéma d'exploitation et à l'échéancier correspondant annexés au présent arrêté.

Les arbres présents en bordure du plan d'eau actuel doivent être maintenus.

**Article 8 :**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

**Article 9 :**

**9.1.** La puissance exploitée ne doit pas dépasser 5 mètres.

La profondeur d'exploitation est limitée à la côte minimale NGF de 33.

**9.2.** Méthode d'exploitation :

L'exploitation de la superficie autorisée doit être conduite en quatre phases. Chaque phase peut être décapée sur une superficie n'excédant pas 60 ares à chaque fois.

L'exploitation se déroulera en fouille noyée sans rabattement de nappe.

Les terres de découverte doivent être stockées en merlons d'une hauteur de 1,5 mètres à 3 mètres sur les côtés nord-ouest et nord-est.

Durant toute l'exploitation, l'écoulement du fossé doit être maintenu au nord et au sud.

## SECURITE DU PUBLIC

### Article 10 :

**10.1.** Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

**10.2.** L'accès des zones d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

**10.3.** Des pancartes placées sur le chemin d'accès aux abords de l'exploitation et à proximité de la clôture aux abords des zones dangereuses doivent signaler la présence de la carrière.

### Article 11 :

Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégralité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité.

De plus, l'exploitation de la masse doit être arrêtée à compter des bords de la fouille ou du front de taille à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

### Article 12 :

Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi par l'exploitant et mis à jour au moins une fois par an. Sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de fouille,
- les courbes de niveau et les côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones de remise en état,
- la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés à l'article 11 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

## PREVENTION DES POLLUTIONS

### Article 13 :

**13.1.** L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, ou de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

**13.2.** L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les voies de circulation publiques doivent être débarrassées de tous gravats ou boue qui ont pu être déposés par les véhicules accédant ou provenant de la carrière.

**13.3.** Toutes précautions doivent être prises pour éviter le déversement dans la fouille de matières fermentescibles dangereuses d'hydrocarbures et de tout résidu susceptibles de polluer les eaux superficielles et souterraines.

Au niveau des zones d'extraction, le ravitaillement des engins doit être assuré par transfert à partir des engins de transport au-dessus d'un bac étanche. Les égouttures ou les eaux récupérées dans ces bacs doivent être traitées comme des déchets.

Des produits absorbants doivent être disponibles en permanence en tous points où cela s'avère nécessaire.

**13.4.** Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

### **13.5. Rejet des eaux :**

**13.5.1.** Le rejet d'eau de lavage dans le milieu naturel est interdit.

**13.5.2.** Les eaux vannes des sanitaires et les eaux des cantines doivent être traitées selon les règlements locaux en vigueur.

**13.6.** Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits. Les déchets produits sur le site (pièces d'usure des engins et installations, etc ...) doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs) ; les déchets banals (bois, papiers, verre, plastiques, caoutchouc, etc ...) et non contaminés par des substances toxiques, peuvent être valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères ; les déchets industriels spéciaux (huiles) doivent être éliminés dans des installations autorisées à les recevoir.

Les déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet effet, l'exploitant doit ouvrir un registre mentionnant pour chaque type de déchets :

- l'origine, la composition, le code nomenclature, la quantité,
- le nom de l'entreprise chargée de l'enlèvement, la date de l'enlèvement,
- la destination précise des déchets : lieu et mode d'élimination finale.

Les documents justificatifs de l'exécution et de l'élimination des déchets doivent être annexés au registre prévu ci-dessus et conservés pendant 3 ans. Ils doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**13.7.** L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

En particulier, les pistes doivent être arrosées aussi fréquemment que nécessaire.

**13.8.** L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**13.8.1.** Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de zone autorisée sont les suivants :

| <b>Points de mesure</b> | <b>Position</b>            | <b>Niveaux limite en dB(A)<br/>Période allant de 7 heures à<br/>22 heures sauf dimanches<br/>et jours fériés</b> |
|-------------------------|----------------------------|--|
| 1                       | Côté sud                   | 56   |
| 2                       | Maison de Laser Sud        | 56   |
| 3                       | Maison de la<br>Riviérande | 56   |



Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés |
|--|---|
| Supérieure à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)  | 6 dB(A)   |
| Supérieure à 45 dB(A)  | 5 dB(A)   |

Le travail les dimanches et jours fériés n'est pas autorisé à l'exception des opérations d'entretien.

En chacun des points de contrôle, l'appréciation des effets du bruit perçus dans l'environnement doit être faite par comparaison du niveau de réception par rapport au niveau limite défini ci-dessus ou au niveau initial déterminé dans les formes prévues au paragraphe 2.3. de l'arrêté du 20 août 1985.

**13.8.2.** Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

**13.8.3.** Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué un an après la notification du présent arrêté puis tous les 3 ans. Les résultats de ces mesures doivent être communiqués immédiatement à l'inspection des installations classées.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ainsi que les règles techniques qui y sont annexées sont applicables.

Toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire, telle que définie dans la circulaire du 23 juillet 1986 doit être effectuée par un organisme agréé.

**13.9.** Le matériau extrait doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées, pour les besoins de son exploitation, en parfait état de propreté.

## **REMISE EN ETAT**

### **Article 14 :**

**14.1.** La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et à l'échéancier annexés au présent arrêté. L'exploitant notifie la remise en état de chaque phase au préfet.

La remise en état consiste à restituer les terrains à leur vocation initiale soit forestière soit agricole. Elle doit comporter les mesures suivantes :

- talutage des berges du plan d'eau en pente douce selon un angle de 26° sur l'horizontale ;
- régalinge de toutes les terres de recouvrement sur les berges ;
- busage du fossé au nord et au sud afin de maintenir son écoulement.

**14.2.** La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation (ou six mois avant l'arrêt définitif de l'exploitation).

L'exploitant doit adresser au préfet un dossier comprenant :

- la date prévue d'arrêt de l'exploitation et la date prévue pour la fin du réaménagement,
- les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
- un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total,
- dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

### CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIERES

#### Article 15 :

L'exploitant doit remplir l'obligation de restitution de garanties financières prescrite par l'article L.516.6 de la loi du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

**15.1.** Compte tenu du phasage d'exploitation et du réaménagement tel que défini aux articles 9 et 14 du présent arrêté d'autorisation, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal calculé par période quinquennale nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- **période unique d'exploitation et réaménagement de la date de publication du présent arrêté à 5 ans après cette date : 25 148 euros,**

Le document attestant la constitution des garanties financières doit indiquer, dans son article 2, que le montant maximum du cautionnement est de **25 148 euros**.

**15.2.** En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

**15.3.** Une augmentation du coût de la remise en état nécessite une augmentation du montant des garanties financières.

**15.4.** Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières, telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties, pour une nouvelle période.

**15.5.** Le montant des garanties financières fixé à l'article 15.1 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant au dernier indice connu à la date de signature de la présente autorisation soit celui du mois de septembre 2002.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 15.1 ci-dessus,
- augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte, dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou, est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 15.4. Dans ce cas, l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 15.9 ci-dessous.

**15.6.** Lorsque la quantité de matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 15.1 ci-dessus et, lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 15.1, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

**15.7** Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant de garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

**15.8.** Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du code de l'environnement a été exécutoire,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

**15.9.** L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiales ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 15.4 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1.1.3 1 du code de l'environnement.

**15.10.** Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état, constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L.514.11 du code de l'environnement.

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 16 :**

Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière de nature en entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 17 :**

Le présent arrêté cessera de produire effet si l'exploitation n'est pas mise en service dans le délai de 3 ans ou si la carrière n'est pas exploitée durant 2 années consécutives, sauf cas de force majeure.

### **Article 18 :**

L'inobservation des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ou du présent arrêté est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement et le décret du 21 septembre 1977 susvisés, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et les articles 141 et 142 du code minier (article 28, 41 et 42 de la loi n° 94-588 du 15 juillet 1994 susvisée).

### **Article 19 : délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de 6 mois à dater de sa notification ;
- par les tiers dans le délai de 6 mois à dater de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation.

### **Article 20 :**

Le présent arrêté sera notifié à la S.A.R.L. Société d'Exploitation de Matériel de Location et de Transport.

Une copie sera déposée à la mairie de Ménesplet et pourra y être consultée.

Un extrait de l'arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie de Ménesplet pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**Article 21 :**

M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,  
M. le maire de la commune de Ménesplet,  
M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Aquitaine à Bordeaux,  
M. le directeur départemental de l'équipement  
M. l'inspecteur des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Périgueux, le **03 AVR. 2003**

Le préfet

**Pour le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général**

**FREDERIC BENET-CHAMBELLAN**

Pour ampliation  
**Pour le Préfet et par délégation  
le Chargé de Mission**

**Michel ROBQUIN**



**ANNEXES A L'ARRETE**

N° 030560

**DU 03 AVR. 2003**

**ANNEXE I : PLANS**

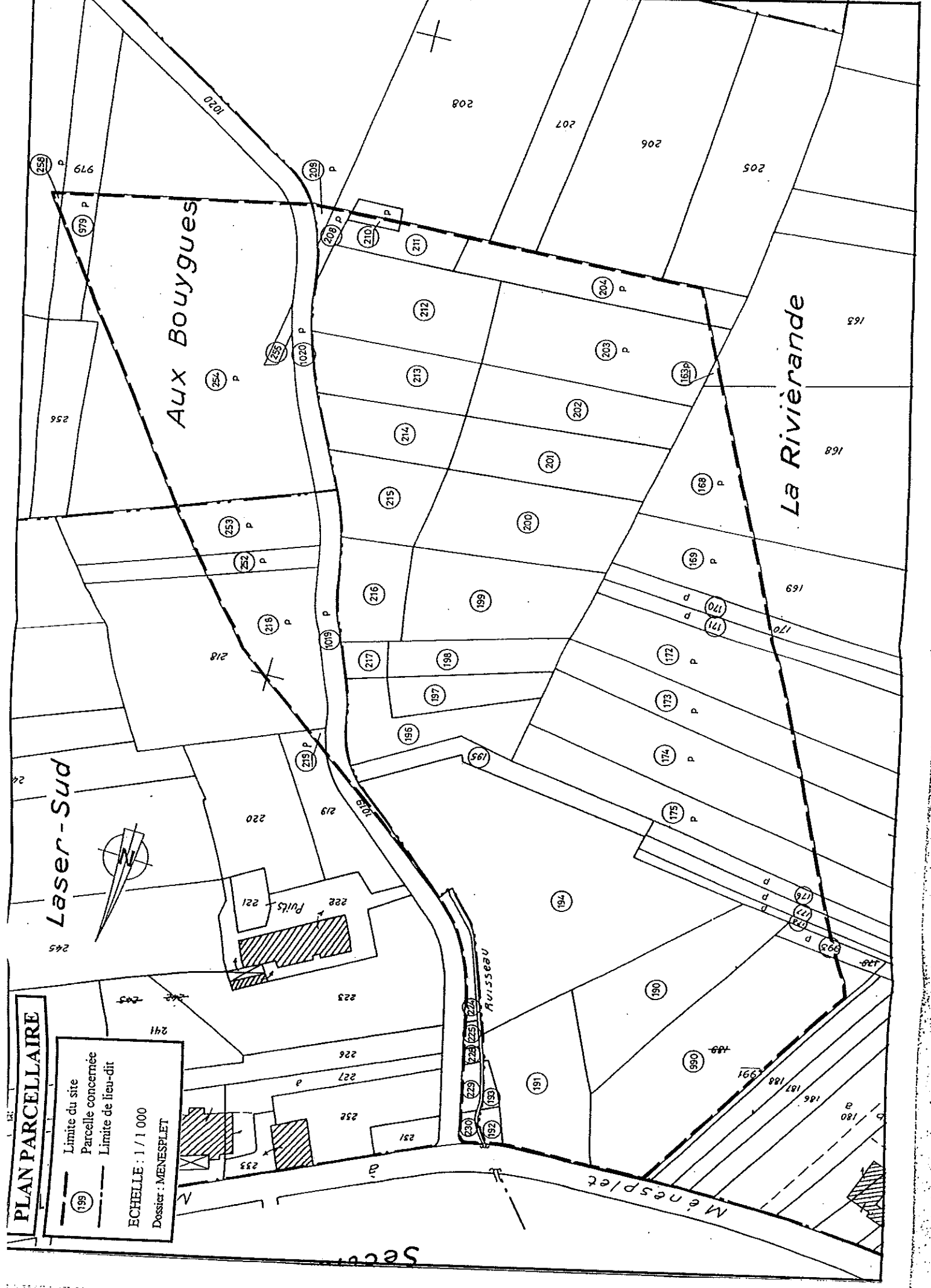
Plan d'ensemble

Plan de phasage

**PLAN PARCELLAIRE**

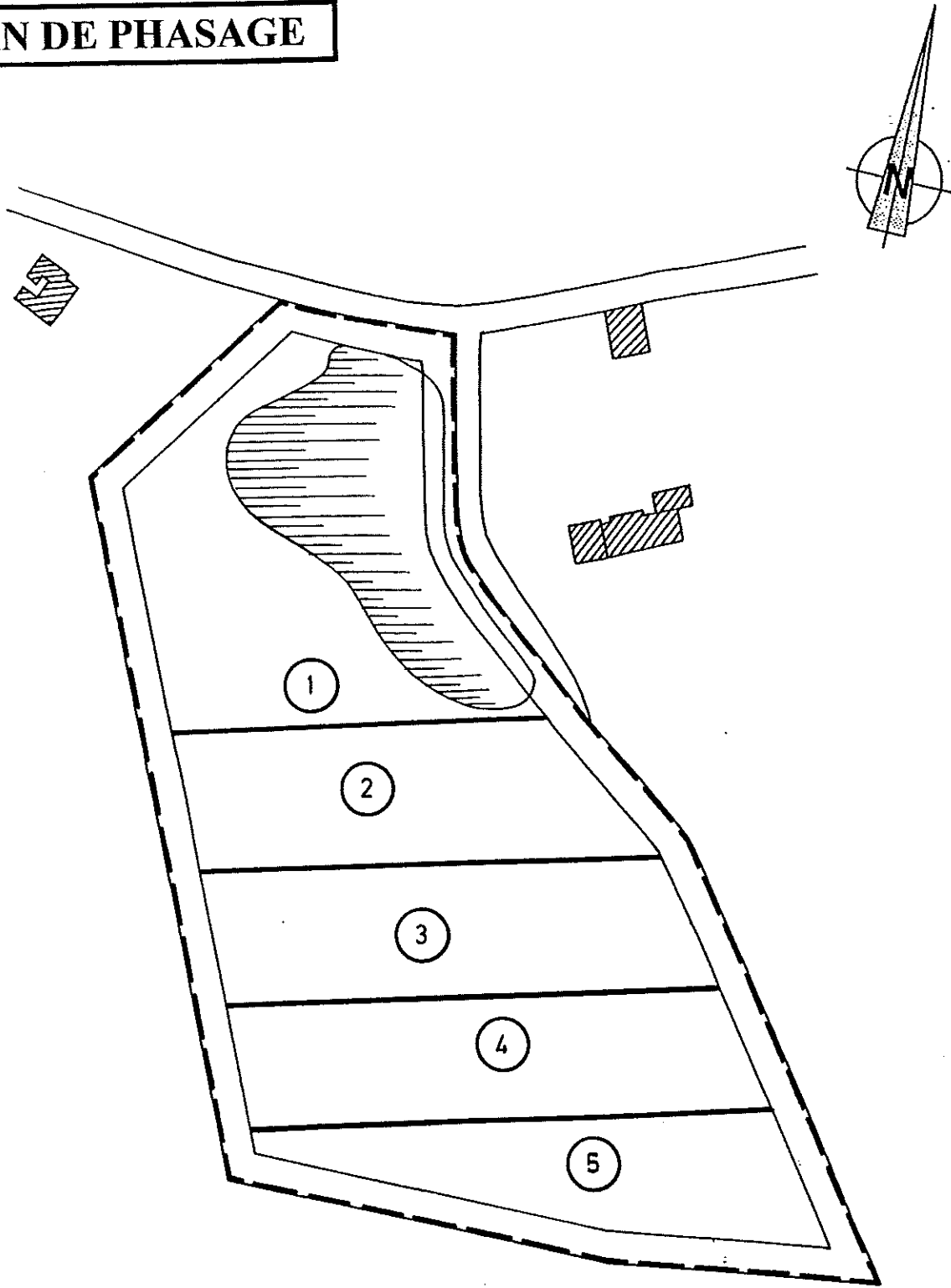
- Limite du site
- Parcelle concernée
- - - Limite de lieu-dit




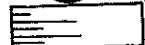
ECHELLE : 1 / 1 000  
Dossier : MENESPLET





# PLAN DE PHASAGE

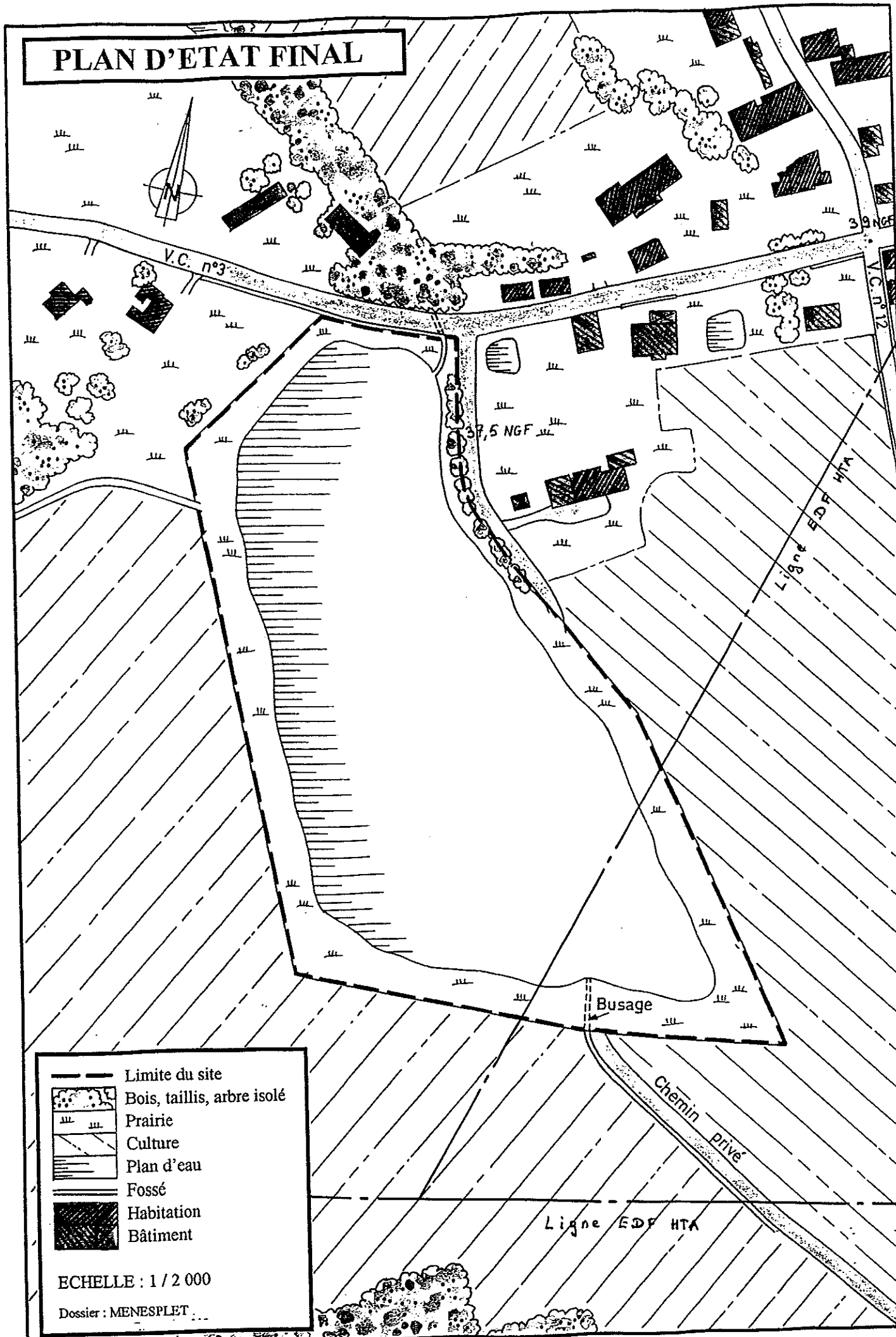


|   |                 |
|---|-----------------|
|  | Limite du site  |
|  | Limite de phase |
|  | Numéro de phase |
|  | Plan d'eau      |

ECHELLE : 1 / 2 000  
Dossier : MENESPLET

**ANNEXE II : PLAN DE REMISE EN ETAT**

# PLAN D'ETAT FINAL

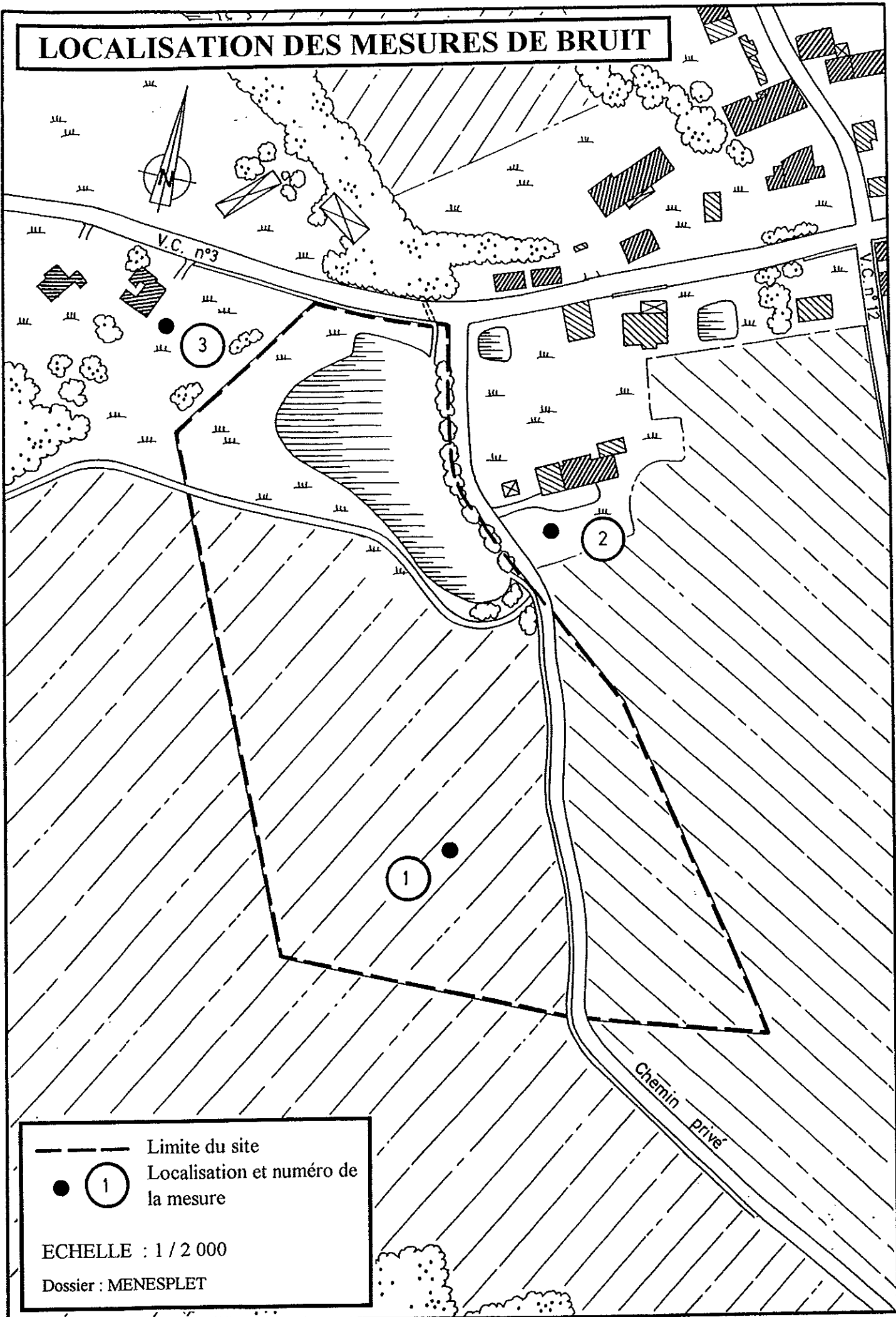


|  |                            |
|--|----------------------------|
|  | Limite du site             |
|  | Bois, taillis, arbre isolé |
|  | Prairie                    |
|  | Culture                    |
|  | Plan d'eau                 |
|  | Fossé                      |
|  | Habitation                 |
|  | Bâtiment                   |

ECHELLE : 1 / 2 000  
Dossier : MENESPLET

**ANNEXE III : PLAN DE LOCALISATION DES POINTS DE  
MESURE ET DE CONTROLE**

# LOCALISATION DES MESURES DE BRUIT



**ANNEXE IV : RECAPITULATIF DES FREQUENCES DES  
CONTROLES****Société : S.A.R.L. S.E.M.L.T.****FREQUEUNCE DES CONTROLES**

| Désignation | Contrôles périodiques<br>(par l'exploitant) | Contrôles par un<br>laboratoire agréé  | OBSERVATIONS |
|-------------|---|--|--------------|
| Bruit       |   | Lors de la 1 <sup>ère</sup> année<br>d'exploitation puis<br>tous les trois ans |              |